

print

## Les origines d'Al-Qaïda au Maghreb islamique: Qui est derrière les terroristes?

De [Prof Michel Chossudovsky](#)

Global Research, janvier 24, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/les-origines-dal-qaida-au-maghreb-islamique-qui-est-derriere-les-terroristes/5320255>

Qui est derrière le groupe terroriste qui a attaqué le complexe gazier d'In Amenas exploité par BP, Statoil et Sonatrach, situé sur la frontière libyenne au sud-est de l'Algérie? (Voir la carte ci-dessous)

*L'opération a été coordonnée par **Mokhtar Belmokhtar**, chef de la brigade islamiste des Moulathamine (brigade masquée) ou « Ceux qui signent avec du sang », affiliée à Al-Qaïda*

*L'organisation de Belmokhtar a été impliquée dans le trafic de drogue, la contrebande ainsi que des opérations d'enlèvement d'étrangers en Afrique du Nord. Alors que ses allées et venues sont connues, le renseignement français a surnommé Belmokhtar l'« insaisissable ».*

Belmokhtar a revendiqué au nom d'Al-Qaïda l'enlèvement de 41 otages occidentaux, dont 7 Étatsuniens, au complexe gazier de BP à In Amenas.

Belmokhtar n'était toutefois pas impliqué directement dans l'attaque. Le commandant de l'opération sur le terrain était Abdul Rahman al-Nigeri, un vétéran djihadiste du Niger qui s'est joint en 2005 au Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) en Algérie. ([Albawaba](#), 17 janvier 2013)



L'opération d'enlèvement d'In

Amenas a été menée cinq jours après les frappes aériennes françaises contre des militants d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) au Nord-Mali.

Les forces spéciales françaises et les troupes maliennes ont repris le contrôle de Diabali et Konna, deux petites villes au nord de Mopti. La ville de Diabali avait apparemment été prise quelques jours auparavant par les combattants menés par l'un des principaux commandants d'AQMI, **Abdelhamid Abou Zeid**.

Bien que l'attaque terroriste et le rapt à la raffinerie d'In Amenas aient été décrits comme des actes de vengeance, cette opération n'était aucunement improvisée. Des analystes ont confirmé que, selon toute probabilité, l'opération avait été planifiée longtemps à l'avance:

Les représentants européens et étasuniens affirment que le raid était presque certainement trop élaboré pour avoir été planifié dans un laps de temps si court, quoique la campagne de bombardement française ait pu être un élément déclencheur amenant les combattants à lancer un assaut qu'ils avaient déjà préparé.

Selon les récents reportages (20 janvier 2012), il y a environ 80 morts, dont des otages et des combattants djihadistes. Il y avait plusieurs centaines de travailleurs à la raffinerie de gaz dont la plupart étaient algériens. « Parmi les rescapés, seuls 107 des 792 travailleurs étaient

étrangers », selon le ministère algérien de l'Intérieur.

Les gouvernements britannique et français ont blâmé les djihadistes. Selon les termes du premier ministre britannique David Cameron :

« Les gens vont certainement poser des questions à propos de la réaction algérienne à ces événements, toutefois je dirai seulement que ces morts sont directement imputables aux terroristes qui ont perpétré cette attaque lâche et violente. ([Reuters](#), 20 juin 2013.)

Les reportages confirment cependant qu'un grand nombre de décès chez les otages et les combattants islamiques ont été causés par les bombardements des forces algériennes.

Les négociations avec les ravisseurs, qui auraient pu sauver des vies, n'ont pas été envisagées sérieusement par les gouvernements algérien et occidentaux. Les militants avaient demandé l'arrêt des attaques françaises au Nord-Mali en échange de la sécurité des otages. Le dirigeant d'Al-Qaïda Belmokhtar avait déclaré :

« Nous sommes prêts à négocier avec l'Occident et le gouvernement algérien à condition qu'ils cessent de bombarder les musulmans du Mali » ([Reuters](#), 20 janvier 2013.)

Au sein des rangs djihadistes se trouvaient des mercenaires provenant de nombreux pays musulmans, dont la Libye (cela reste à confirmer), ainsi que des combattants de pays occidentaux.



### Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI): De qui s'agit-il?

De nombreux groupes affiliés sont activement impliqués au Nord-Mali

- -Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) dirigé par Abdelmalek Droukdel, l'émir d'AQMI
- -Ansar Dine dirigé par Iyad Ag Ghaly
- -Le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO)

-Le Groupe islamique armé (GIA), très en vue dans les années 1990, est pratiquement disparu. Ses membres se sont joints à AQMI

- Le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), un mouvement touareg laïc,

nationaliste et indépendantiste

## Historique

En septembre 2006, le **Groupe salafiste pour la prédication et le combat** (GSPC) a uni ses forces à Al-Qaïda. Le GSPC a été créé par Hassan Hattab, un ancien commandant du GIA.

En janvier 2007, le groupe a officiellement changé son nom pour **Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI)**. Donc au début septembre 2007, l'AQMI récemment formé a établi une relation étroite avec le **Groupe islamique combattant en Libye (GICL)**.

Les commandants du GSPC avaient été inspirés par les enseignements religieux salafistes en Arabie Saoudite, ayant autrefois joué un rôle important dans la formation des moudjahidines en Afghanistan.

L'histoire des commandants djihadistes d'AQMI est significative dans le contexte plus vaste de cette question

- Qui est derrière les diverses factions affiliées à Al-Qaïda?
- Qui appuie les terroristes?
- Quels intérêts économiques et politiques sont servis?

Le Council on Foreign Relations (*Conseil des relations internationales*, CFR) situé à Washington retrace les origines d'AQMI à la guerre soviéto-afghane :

La plupart des hauts dirigeants d'AQMI auraient été formés en Afghanistan durant la guerre contre les Soviétiques de 1979 à 1989. Ils auraient fait partie d'un groupe de volontaires nord-africains connus sous le nom d'« Arabes afghans » revenu dans la région après la guerre et qui radicalisait les mouvements islamistes. Le groupe est divisé en « katibas » ou brigades formant diverses cellules le plus souvent indépendantes.

Depuis 2004, le chef du groupe, ou l'émir, est Abdelmalek Droukdel, également connu sous le nom d'Abou Mossab Abdelwadoud, un ingénieur de formation et expert en explosifs qui s'est battu en Afghanistan et est issu du GIA algérien. C'est sous son leadership qu'AQMI a déclaré que la France était sa cible principale. L'un des dirigeants d'AQMI les « plus radicaux et les plus violents » est Abdelhamid Abou Zeid selon les experts en contre-terrorisme. Abou Zeid est lié à plusieurs enlèvements et exécutions d'Européens dans la région. ([Council on Foreign Relations, Al Qaeda in the Islamic Maghreb, cfr.org](http://www.cfr.org), non daté.)

L'article du CFR omet de mentionner que le djihad islamique en Afghanistan était une initiative de la CIA, lancée en 1979 à l'époque de l'administration Carter et fortement appuyée par Ronald Reagan au cours des années 1980.

En 1979 la plus vaste opération clandestine de l'histoire de la CIA a été lancée en Afghanistan. Des missionnaires wahhabites d'Arabie Saoudite ont mis sur pied les écoles coraniques (madrasas) au Pakistan et en Afghanistan. Les manuels scolaires utilisés dans les madrasas ont été imprimés et publiés au Nebraska. Le financement clandestin a été acheminé aux moudjahidines avec l'appui de la CIA.

« Fortement encouragés par la CIA et l'ISI du Pakistan, qui désiraient transformer le djihad afghan en guerre mondiale menée par tous les États musulmans contre l'Union soviétique, 35 000 musulmans radicaux provenant de 40 pays islamiques se sont joints à la lutte afghane entre 1982 et 1992. Des dizaines de milliers d'autres sont allés étudier dans les madrasas pakistanaises. Avec le temps, plus de 100 000 musulmans radicaux ont été directement influencés par le djihad afghan. (Ahmed Rashid, "The Taliban: Exporting Extremism", *Foreign Affairs*, novembre-décembre 1999.)

La Central Intelligence Agency (CIA) a joué un rôle clé dans la formation des moudjahidines en utilisant l'Inter-Services Intelligence (*Direction pour le renseignement inter-services*) pakistanais. La formation des guérilleros parrainée par la CIA était intégrée aux enseignements de l'islam.

« En mars 1985, le président Reagan a signé la directive nationale de sécurité 166 [laquelle] autorisait un appui militaire clandestin supplémentaire et signalait clairement que la guerre secrète afghane avait un nouvel objectif : vaincre les troupes soviétiques en Afghanistan par des actions clandestines et encourager le retrait soviétique. La nouvelle aide secrète étasunienne a débuté par une augmentation spectaculaire des livraisons d'armes, une progression constante atteignant 65 000 tonnes annuellement en 1987 [...] ainsi qu'un « flot incessant » de spécialistes de la CIA et du Pentagone se rendant au quartier général secret

de l'ISI au Pakistan, situé sur la route principale près de Rawalpindi. Les spécialistes de la CIA y rencontraient des officiers du renseignement pakistanais afin d'aider à planifier des opérations pour les rebelles afghans ». (Steve Coll, *Washington Post*, 19 juillet 1992)



Mokhtar Belmokhtar, le cerveau des attaques terroristes perpétrées par la brigade islamiste des Moulathamine (masquée) au complexe gazier d'In Amenas est l'un des membres fondateurs d'AQMI.

Il a été formé et recruté par la CIA en Afghanistan. Belmokhtar était un volontaire nord-africain, un « Arabe afghan » enrôlé à 19 ans comme moudjahidine pour se battre dans les rangs d'Al-Qaïda en Afghanistan à une époque où la CIA et sa filiale pakistanaise, l'ISI, appuyaient activement le recrutement et la formation des djihadistes. Mokhtar Belmokhtar a fait la « guerre civile » en Afghanistan.

Il est retourné en Algérie en 1993 et s'est joint au GSPC. Le passé et l'implication de Belmokhtar en Afghanistan suggèrent qu'il était un « agent de renseignement » appuyé par les États-Unis.

### **Le rôle des alliés des États-Unis, l'Arabie Saoudite et le Qatar**

Dès le début en 2007, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) a établi des liens étroits avec le Groupe islamique combattant en Libye (GICL), dont les dirigeants avaient également été formés et recrutés en Afghanistan par la CIA. La CIA et le MI6 britannique appuient clandestinement le GICL.

Le GICL a été directement appuyé par l'OTAN durant la guerre de 2011 contre la Libye « fournissant des armes, de la formation des forces spéciales et même des avions pour appuyer le renversement du gouvernement libyen ». (Tony Cartalucci, [The Geopolitical Reordering of Africa: US Covert Support to Al Qaeda in Northern Mali, France "Comes to the Rescue"](#), Global Research, janvier 2013.)

Les Forces spéciales britanniques SAS avaient été envoyées en Libye avant l'insurrection, agissant à titre de conseillers militaires du GICL.

Plus récemment, des reportages ont confirmé qu'AQMI a reçu des armes du GICL, dont les mercenaires ont intégré les rangs des brigades d'AQMI. Le commandant Mokhtar Belmokhtar, qui a coordonné l'opération d'enlèvement d'In Amenas, a déclaré :

« Nous avons été l'un des principaux bénéficiaires des révolutions dans le monde arabe. En ce qui concerne le fait que nous bénéficions des armes [libyennes], cela est normal dans ce genre de circonstances. » [http://www.hanford.gov/c.cfm/oci/ci\\_terrorist.cfm?dossier=174](http://www.hanford.gov/c.cfm/oci/ci_terrorist.cfm?dossier=174)

La raffinerie de BP à In Amenas est située en plein sur la frontière libyenne. On peut soupçonner l'implication d'un contingent de combattants du GICL dans l'opération.

AQMI a également des liens avec le Front Al-Nosra en Syrie, appuyé clandestinement par l'Arabie Saoudite et le Qatar.

AQMI est lié de manière indélébile à un programme de renseignement occidental. On le décrit comme « l'un des groupes militants les plus riches et mieux armés de la région », financé secrètement par l'Arabie Saoudite et le Qatar.

Le journal français *Le Canard enchaîné* a révélé (juin 2012) que le Qatar (un fidèle allié des États-Unis) finance diverses entités terroristes au Mali, incluant le groupe salafiste Ansar Dine :

Et les rebelles touareg du MNLA (indépendance et laïcité), d'Ansar Dine, d'AQMI et de Mujao ([djihad](#) en Afrique de l'Ouest) ont reçu de l'argent du Qatar selon un reportage ([The Examiner](#)).

L'information du journal satirique *Canard enchaîné*, qui rapportait (juin 2012) que le [Qatar financerait des groupes armés au Nord-Mali](#), a été relayée par les médias d'Algérie et

d'Afrique de l'Ouest.

Depuis plusieurs mois au Mali on soupçonne **Ansar Dine**, le principal groupe armé pro-charia de la région, de recevoir du financement du Qatar.

Au début du conflit par exemple, des reportages (non confirmés) indiquaient qu'un avion qatari rempli d'armes, d'argent et de drogue était atterri à Gao.

Le reportage original cite un rapport du renseignement français indiquant que le **Qatar a fourni de l'aide financière à trois des principaux groupes armés du Nord-Mali** : Ansar Dine, dirigé par Iyad Ag Ghali, AQMI et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO).

Le montant du financement donné à chaque groupe n'est pas révélé mais on signale que de nombreux rapports de la DGSE française remis au ministère de la Défense ont mentionné l'appui du Qatar au terrorisme au Nord-Mali. (C'est l'auteur qui souligne)

Il faut évaluer attentivement le rôle d'AQMI comme atout du renseignement. L'insurrection islamiste crée des conditions favorisant la déstabilisation politique du Mali en tant qu'État-nation. Quels intérêts géopolitiques ont été servis?



**Conclusion : Le « Soudan étasunien »**

Ironiquement, l'opération d'enlèvement au sud de l'Algérie et la tragédie provoquée par l'opération de « sauvetage » militaire menée par l'Algérie fournissent une justification humanitaire à l'intervention militaire occidentale menée par AFRICOM, le Commandement des États-Unis pour l'Afrique. Celle-ci ne concerne pas uniquement le Mali et l'Algérie, mais pourrait aussi comprendre la région plus vaste s'étendant de la zone sahéenne sub-saharienne, de la Mauritanie à la frontière occidentale du Soudan.

Ce processus d'escalade fait partie d'une « feuille de route » militaire et stratégique des États-Unis, et constitue une étape subséquente de la militarisation du continent africain, un « suivi » de la guerre des États-Unis et de l'OTAN contre la Libye en 2011.

Il s'agit d'un projet de conquête néocoloniale d'un vaste territoire par les États-Unis.

Même si la France constitue l'ancienne puissance coloniale, intervenant pour le compte de Washington, le but ultime est d'exclure tôt ou tard la France du Maghreb et de l'Afrique sub-saharienne. Le remplacement de la France comme puissance coloniale se fait de manière constante depuis la guerre d'Indochine des années 1950.

Alors que les États-Unis sont, à court terme, prêts à partager le butin de guerre avec la France, l'objectif ultime est de redessiner la carte de l'Afrique et de transformer par la suite l'Afrique francophone en sphère d'influence étasunienne. Celle-ci s'étendrait de la Mauritanie, au bord de l'Atlantique, jusqu'au Soudan, à l'Éthiopie et à la Somalie.

Un procédé similaire visant à exclure la France de l'Afrique francophone a lieu depuis les années 1990 au Rwanda, au Burundi et en République du Congo.

En conséquence, on empiète sur le français comme langue officielle en Afrique. Aujourd'hui au Rwanda, l'anglais est une langue officielle avec le kinyarwanda et le français : Le gouvernement du FPR en 1994 a commencé par offrir l'éducation secondaire en anglais ou en français. Depuis 2009, elle est offerte uniquement en anglais. Depuis 1994, l'université n'utilise plus le français comme langue de travail. (Le président rwandais Paul Kagame ne lit pas et ne parle pas le français.)

Un vaste territoire est en jeu, celui qui, durant la période coloniale, comprenait l'Afrique de

l'Ouest française et l'Afrique équatoriale française. (Voir la carte ci-dessous)

À l'époque de la France coloniale, on appelait le Mali le *Soudan français*.

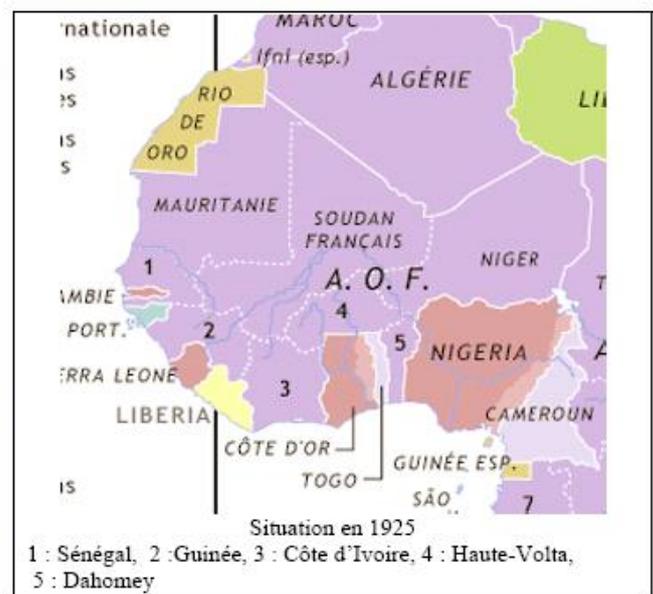
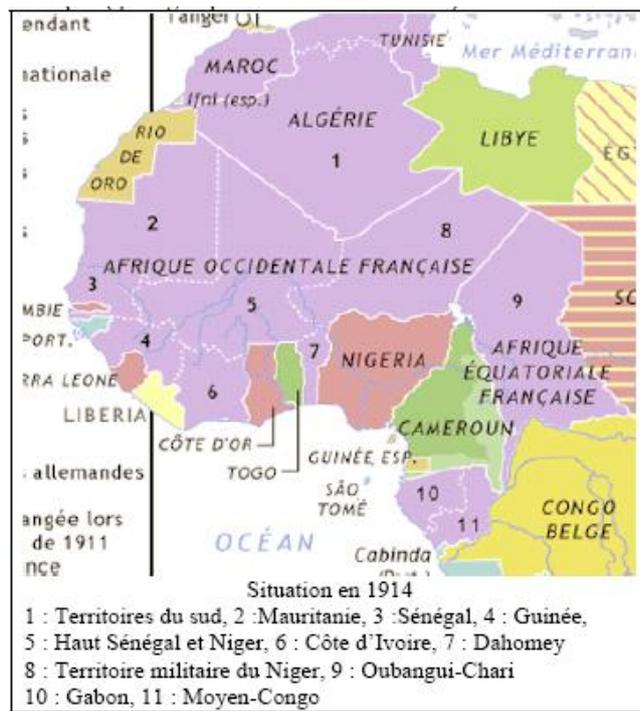


Il est ironique que ce processus visant à affaiblir et, *tôt ou tard*, à exclure la France de l'Afrique francophone soit mis en œuvre avec l'approbation tacite de l'ancien et de l'actuel présidents Nicolas Sarkozy et François Hollande, servant tous deux les intérêts géopolitiques étasuniens au détriment de la République française.

La militarisation du continent africain relève du mandat d'AFRICOM.

L'objectif à plus long terme consiste à exercer le contrôle géopolitique et militaire sur une vaste zone ayant historiquement appartenu à la sphère d'influence française. Cette zone est riche en pétrole, en gaz naturel, en or, en uranium et en minéraux stratégiques. (Voir [R. Teichman, The War on Mali. What you Should Know: An Eldorado of Uranium, Gold, Petroleum, Strategic Minerals ...](#), Global Research, 15 janvier 2013.)

La division coloniale de l'Afrique décidée à la conférence de Berlin (à droite). Voir les cartes de l'Afrique coloniale française ci-dessous.



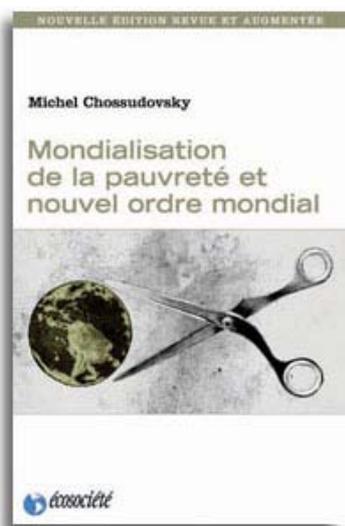
Article original : [Al Qaeda in the Islamic Maghreb: Who's Who? Who is Behind the Terrorists?](#)

Traduction : Julie Lévesque pour [Mondialisation.ca](#)

**Michel Chossudovsky** est directeur du Centre de recherche sur la mondialisation et professeur émérite de sciences économiques à l'Université d'Ottawa. Il est l'auteur de [Guerre et mondialisation](#), [La vérité derrière le 11 septembre](#) et de la [Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial](#) (best-seller international publié en plus de 20 langues).



[Guerre et mondialisation](#)



[Mondialisation de la pauvreté.](#)

Copyright © 2013 Global Research